

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Imposer son droit!

C'est une idée qui est dans l'air actuellement qu'un droit nouveau est né des mouvements sociaux de ces derniers mois. Des militants ouvriers ou politiques ont essayé de trouver comme une justification juridique dans les faits accomplis par la classe ouvrière en lutte. On a dit par exemple que l'illégalité d'hier était devenue la légalité d'aujourd'hui.

Et Bracke dans le *Populaire* se fâche et « serre les poings de colère en constatant la mauvaise foi et l'insolence du patronat du Nord » qui ne veut pas reconnaître ce droit nouveau.

Pour un marxiste cet excellent Bracke en a de bonnes ! Où a-t-il jamais vu que dans les rapports sociaux, la proclamation du Droit suffisait à son application ?

Pendant des années, par suite de la division ouvrière qui avait réduit à rien les syndicats et annihilé par conséquent le pouvoir offensif et défensif des masses ouvrières, le patronat a pu dicter sa loi et son droit à ses esclaves résignés. Il était le plus fort. Mais, depuis juin, il y a eu quelque chose de changé. Il y a eu une offensive ouvrière sans précédent dans l'histoire sociale de ce pays, et devant cette vague de fond gigantesque, le patronat s'est empressé de fléchir, pour n'être pas emporté.

Ah ! alors, il n'était pas question de droit...

Et la classe ouvrière était vraiment la plus forte. On a pu dire qu'à ce moment « tout était possible ». Et c'est bien notre avis.

Les avantages acquis par l'action directe pouvaient être certainement poussés beaucoup plus loin.

C'est à ce moment qu'est intervenue l'action parlementaire qui a freiné — pour ne pas dire plus — l'élan formidable.

On a légiféré, codifié, une partie des résultats conquis de haute lutte, en assurant les ouvriers qu'ils devaient désormais avoir davantage confiance dans le Parlement qu'en eux-mêmes.

Et puis, on est allé plus loin encore : on a condamné les occupations d'usines, on a apaisé les appréhensions des radicaux pendant élus pour la plupart grâce aux voix des ouvriers et des paysans.

C'est à partir de ce moment que le patronat a commencé à se remettre de la terrible venette qu'il avait eue en juin et à retrouver sa respiration.

Maintenant, c'est lui qui prend l'offensive et parle de « droit » : droit de propriété, droit de briser les grèves, droit de constituer des syndicats jaunes, etc...

Il mène la vie dure à nos gouvernants socialistes de Front Populaire qui se désolent, mais qui, « pour maintenir l'ordre » — raison majeure de tous les gouvernements — cèdent sans cesse devant les potentats capitalistes. Blum peut après cela prendre le ciel et les militants à témoin de sa bonne volonté bafouée et Bracke gémit sur le manque de parole des patrons du Nord qui ne tiennent aucun compte de la morale nouvelle qui, dit-il, s'est forgée dans l'action.

Parbleu ! on a réussi à persuader les ouvriers, dans les grèves du Nord par exemple, qu'ils devaient évacuer les usines sans aucune garantie, ni contre-partie. Dupés par les politiciens, ils ont ainsi lâché la proie pour l'ombre.

La conclusion que nous tirons de tout cela, nous qui ne nous faisons aucune illusion sur la « bonne volonté » l'esprit de justice et le respect du droit de et par nos ennemis de classe, c'est que si le prolétariat veut vraiment que son droit soit respecté, il lui faut constamment rester sur la brèche et maintenir l'action directe qui lui a si bien réussi.

Qu'il reste assez fort pour imposer son droit, et le patronat qui n'est sensible qu'à la force reculera et capitulera.

lib

En 2^e page :Daladier, faux jacobin
par Maurice Douteau.En 3^e page :

Les informations d'Espagne

La lutte antireligieuse
par A. Blicq.En 4^e page :Les idées et les faits
par Luc Daurat.Berceuse coloniale
par Ridel.

ARMISTICE DE TRAHISON

Nous aurions pu dire publiquement notre sentiment dans le dernier numéro du *Libertaire* quant à la proposition d'armistice faite par les gouvernements anglais et français et visant les événements d'Espagne. Nous étions certains de pouvoir alors interpréter la pensée

des camarades espagnols. Mais nous avons voulu que, sur un tel sujet, les intéressés se prononcent avant nous.

Ils l'ont fait. Et on se rendra compte par la reproduction ci-dessous d'un éditorial de Solidaridad Obrera, ainsi que d'un passage d'un autre leader du mé-

me journal, du jugement sûr des militants de la C.N.T.

Nous sommes très heureux de voir que les pleurnicheries hypocrites d'un Blum n'abusent point les compagnons espagnols. Et de constater, une fois de plus, que la révolution ibérique est entre de bonnes mains.

Une affiche contre lestueurs d'enfants

Le Comité pour l'Espagne libre édite à dix mille exemplaires une affiche (format double colombier) destinée à faire voir au peuple de ce pays les horreurs du fascisme espagnol.

Sur cette affiche illustrée apparaissent les pauvres visages de malheureux écoliers tués à Madrid par les bombes des aviateurs fascistes internationaux. C'est un témoignage saisissant des crimes de Franco.

Nous apposerons cette affiche dans toute la région de Paris. Trois mille exemplaires seront collés dans la capitale par des afficheurs professionnels. Mais il est nécessaire qu'elle soit également abondamment répandue dans la petite et la grande banlieue ; nous appelons donc tous les militants parisiens à participer activement à cette pressante besogne, et les prions de passer en « *Libertaire* », 9, rue de Bondy, prendre livraison, dès aujourd'hui vendredi, des deux mille affiches qu'ils placeront aux bons endroits. Ces affiches leur seront remises GRATUITEMENT et TIMBRES. Il ne leur coûtera que leur peine ; peuvent-ils hésiter ?

Les cinq mille autres affiches sont à la disposition des antifascistes de province. Qu'ils se pressent de les réclamer au Comité pour l'Espagne libre, 203, rue d'Alsace. Nous prendrons les frais de port à notre charge.

Aux uns et aux autres, nous demandons seulement de terminer l'affichage la veille des fêtes.

A l'approche de Noël et du Nouvel An, alors que les parents s'apprennent, ainsi que le veut la coutume, à choyer davantage leurs petits, nous devons penser aux enfants qui ont été assassinés, hier en Espagne ; nous devons agir, surtout, pour qu'on n'assassine, demain, ni leurs frères, ni leurs sœurs.

A l'œuvre, camarades ! Notre affiche fera honneur le fascisme espagnol et tiendra ses sanglants exploits.

LE COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE.

Assez d'hypocrisies !...

Non ! nous ne sommes pas pour que la guerre civile d'Espagne s'éternise. Non ! nous ne demandons pas que le fleuve de sang qui déborde sur ce malheureux pays finisse par le submerger. Non ! nous ne sommes pas des vampires, et le sort des millions de victimes — parmi lesquelles les cadavres immatriculés d'enfants assassinés par les bombes de Franco — ne nous est pas indifférent. Non ! nos camarades de Barcelone, les hommes de la F.A.I. et de la C.N.T. parmi lesquels tant de héros déjà légendaires ont donné généreusement leur vie pour que naisse un monde meilleur, n'oublient pas qu'ils assument devant le monde la plus lourde des responsabilités et qu'ils seraient comptables des souffrances inutilement imposées au généreux peuple espagnol.

Mais précisément, parce qu'ils savent quelle est la partie qui se joue, ils n'entendent pas qu'on se livre contre eux à des manœuvres dont le but est de leur arracher des mains l'arme de leur victoire pour les jeter, pieds et poings liés, aux chiens sanglants du fascisme.

Qu'est-ce que signifient ces tractations qui s'élaborent à Genève sous l'égide des gouvernements français et anglais et dont le but serait, affirme-t-on, d'amener la paix en Espagne ? Une tentative hautement humanitaire ? L'effet d'une

immense pitié ? Décidément ces hommes d'Etat ont été bien lents à s'attendrir. Voilà six mois entiers que les massacres, ordonnés froidement par les généraux fascistes, se poursuivent avec une implacable cruauté et c'est aujourd'hui seulement que s'émeuvent les entrailles de ces messieurs ? Comment ne pas trouver suspecte une sympathie si longtemps retardée ? Il y a six mois, ils auraient pu, s'ils l'avaient voulu, briser dans l'œuf la rébellion criminelle de militaires ambitieux. Ils n'avaient, pour ce faire, qu'à fournir au gouvernement légal de l'Espagne les armes qu'il demandait... et qu'il payait d'avance. Mais ils s'y sont refusés, c'est-à-dire qu'objectivement ils ont pris le parti des assassins et qu'ils ont ouvert, toutes grandes, les digues à l'inondation sanglante. Aujourd'hui, ils voudraient les refermer parce qu'ils se sentent inquiets pour eux-mêmes devant les progrès du flot...

Il est bien tard, messieurs ! Il est bien tard ! Trop de cadavres obstruent la porte et vos bras sont faibles à pousser le verrou. Il faut comprendre une chose : c'est qu'entre le fascisme et la révolution espagnole il n'est point d'accommodement possible. L'un ou l'autre doit l'emporter. Nos camarades d'Espagne n'ignorent pas l'alternative. Ils savent que Franco et sa bande ne leur pardon-

neraient pas s'ils tombaient, vaincus, entre leurs mains. Ils savent que leurs ennemis sont décidés à engager toutes leurs forces pour établir, au nom du Christ-Roi, la plus ignoble dictature que le monde ait jamais connue, même s'il fallait — c'est leur chef qui l'assure — faire fusiller la moitié de l'Espagne. Ils savent (et ceci n'est pas de la littérature) qu'ils doivent vaincre ou mourir. Et ils veulent vaincre.

Excusez-les donc, messieurs les diplomates, d'être insensibles, à vos charitables invitations. Puisque vous avez jugé bon de renouveler le geste de Ponce-Pilate et de vous détourner du Juste aux prises avec ses bourreaux, dispensez-le donc, au moins, de l'injure de votre pitié. Vos discours de Genève sont, en vérité, de bien pauvres compositions. Ah ! qu'un seul de ces enfants suppliants, étendus, froids et nus, sur les dalles de la morgue madrilène est plus éloquent, dans son mutisme éternel, que toute votre rhétorique !

La paix ! oui, nos héroïques camarades d'Espagne la veulent. Mais la paix dans la justice. Entre eux et leurs assassins, il faut que le sort décide. Le vin est tiré : il faut le boire. Et ce n'est pas eux, n'est-ce pas ? qui ont inauguré la sanglante libation du 19 juillet 1936.

Solidaridad Obrera (9 décembre).

Un armistice qui aurait pour base la discussion des droits éventuels des traités qui se sont levés en armes pour écraser les libertés publiques, assassinant impunément leurs concitoyens, est une chose impossible. La révolution espagnole est parvenue à un degré suffisant de maturité pour se sentir maîtresse de ses destins et libre de diriger dans les grandes voies la vie des peuples ibériques. Le peuple ne s'arrêtera qu'avec la consolidation parfaite de la révolution, quoi qu'il advienne et quoi qu'il en coûte.

Solidaridad Obrera (9 décembre).

Les choses en étaient là, quand la *Pravda*, en un article véhément, dénonça Tchang-Sue-Liang comme un agent japonais chargé par ses maîtres de fomenter une nouvelle guerre civile chinoise ; qui courrait les ponts entre l'U.R.S.S. et le Gouvernement de Canton, et donnerait au Japon une excellente occasion d'étendre son emprise en Chine.

C'est du moins ce qu'expliquèrent d'abord la presse allemande et, en termes légèrement différents, Marcel Cachin soi-même, dans l'*Humanité*.

Substituant sans vergogne le blanc au noir et le jour à la nuit, l'*Humanité* fait maintenant, chorus et stigmatisant en Tchang-Sue-Liang un provocateur japonais et un « diviseur » du Front populaire chinois, groupé autour du Gouvernement de Canton pour lutter « démocratiquement » contre le fascisme.

Il faut voir avec quel malin plaisir l'ex-communiste André Leroux qui sert, lui aussi, la politique impérialiste et belliciste de la « démocratie contre le fascisme », mais qui a gardé contre les employés de Staline de « vives amitiétés » personnelles, invoque dans le *Populaire* l'ignorance et l'étourderie des gens de l'*Humanité*, en retard d'un ou deux tournants dans la question chinoise et qui ont oublié que, depuis peu, Tchang-Kai-Chek n'est plus un traître et que le Front populaire a détrôné dans l'Ex-Céleste Empire ces fameux « Soviets chinois » avec lesquels Moscou a bourré le crâne de tant de pauvres bougres.

Que croire et qui croire, en l'occurrence ? Comme nous le disions pour commencer, tout est possible.

Il se peut fort bien, par exemple, que Tchang-Sue-Liang, poussé à l'action par Moscou, soit maintenant désavoué pour complaire à l'Angleterre et aux Etats-Unis, protecteurs de Tchang-Kai-Chek, « pacifistes » et rivaux du Japon et de l'Allemagne sur le marché chinois, où ils font de gros efforts pour regagner le terrain perdu.

Il se peut aussi que Tchang-Sue-Liang soit de connivence avec Tokio et joue sa partie personnelle (comme tous les généraux chinois blancs, rouges ou roses) en misant successivement ou même simultanément sur tous les tableaux.

Il se peut qu'il soit un agent double, voire même un simple aventurier comme la Chine féodale (à laquelle les valeurs et les hobards occidentaux restent profondément étrangers) en a vu et en verra tant prêt à se tailler un fier... et à négocier un compromis si son coup a raté.

Un avenir prochain nous éclairera. Mais, dès maintenant, la chose est sûre. En Chine comme partout, la Russie soviétique a jeté par-dessus bord toute action sociale, toute activité révolutionnaire.

Sur l'immense marché chinois, dont la mise en valeur pourrait être, peut-être, la dernière carte du capitalisme impérialiste, elle renie la lutte de classe, elle prend contre le Japon le masque de la « démocratie » et du « pacifisme », chers aux Anglo-Saxons.

Et c'est sous ce masque qu'elle défend son expansionnisme en Asie, ses marchés du Sin-Kiang et de Mongolie extérieure, voies de pénétration en Chine centrale et rempart de la Sibérie.

Pour lutter efficacement contre les deux ans, et la guerre, le Front Populaire lance un emprunt pour la défense nationale !

TCHANG SUE LIANG et la mêlée impérialiste en Chine

Dans le tissu de nouvelles incertaines et contradictoires qui relatent la rébellion de Tchang-Sue-Liang contre Tchang-Kai-Chek, bien fin qui peut, dès à présent, démêler l'exacte vérité.

A vrai dire, dans l'état actuel des informations, cet imbroglio suscite les hypothèses les plus diverses sans en exclure aucune ; et, s'il est un terme qui lui convienne, c'est bien celui de « chinoiserie... » à condition d'inclure dans cette chinoiserie les jeux machiavéliques des impérialismes aux prises sur le marché chinois, et en première ligne le jeu japonais et le jeu russe.

Le retentissement qu'a eu dans le monde entier la signature du récent accord germano-nippon « contre le communisme », coup porté en Chine à l'impérialisme russe, a fait surgir — en quelque sorte automatiquement — l'idée que la rébellion de Tchang-Sue-Liang était, de la part de l'Etat russe, une réponse du berger à la bergère.

Commandant l'armée gouvernementale de Canton chargée par Tchang-Kai-Chek de lutter contre les « rouges » (serviteurs en Chine de l'expansionnisme soi-disant soviétique, fidèle héritier du tsarisme), Tchang-Sue-Liang aurait été acheté par Moscou.

Fils de Tchang-Tso-Lin, ex-seigneur de la guerre qui, — on se le rappelle — s'était taillé en Mandchourie, à la faveur de l'extraordinaire désordre chinois, un véritable royaume qui lui fut enlevé (en même temps que la vie) par l'impérialisme nippon, Tchang-Sue-Liang avait une revanche à prendre. En levant l'étendard de la révolte contre le Gouvernement de Canton « vendu au Japon », comme le braillaient de fois l'*Humanité*, en offrant Tchang-Kai-Chek, « bourreau du peuple chinois », en appelant à la guerre sainte de l'« indépendance nationale » contre l'« envahisseur nippon » et à l'alliance avec l'U.R.S.S., le fils de l'ex-seigneur de la guerre servait, avec ses ressentiments et son ambition, les intérêts russes en Chine.

C'est du moins ce qu'expliquèrent d'abord la presse allemande et, en termes légèrement différents, Marcel Cachin soi-même, dans l'*Humanité*.

Les choses en étaient là, quand la *Pravda*, en un article véhément, dénonça Tchang-Sue-Liang comme un agent japonais chargé par ses maîtres de fomenter une nouvelle guerre civile chinoise ; qui courrait les ponts entre l'U.R.S.S. et le Gouvernement de Canton, et donnerait au Japon une excellente occasion d'étendre son emprise en Chine.

C'est du moins ce qu'expliquèrent d'abord la presse allemande et, en termes légèrement différents, Marcel Cachin soi-même, dans l'*Humanité*.

Substituant sans vergogne le blanc au noir et le jour à la nuit, l'*Humanité* fait maintenant, chorus et stigmatisant en Tchang-Sue-Liang un provocateur japonais et un « diviseur » du Front populaire chinois, groupé autour du Gouvernement de Canton pour lutter « démocratiquement » contre le fascisme.

Il faut voir avec quel malin plaisir l'ex-communiste André Leroux qui sert, lui aussi, la politique impérialiste et belliciste de la « démocratie contre le fascisme », mais qui a gardé contre les employés de Staline de « vives amitiétés » personnelles, invoque dans le *Populaire* l'ignorance et l'étourderie des gens de l'*Humanité*, en retard d'un ou deux tournants dans la question chinoise et qui ont oublié que, depuis peu, Tchang-Kai-Chek n'est plus un traître et que le Front populaire a détrôné dans l'Ex-Céleste Empire ces fameux « Soviets chinois » avec lesquels Moscou a bourré le crâne de tant de pauvres bougres.

Que croire et qui croire, en l'occurrence ? Comme nous le disions pour commencer, tout est possible.

Il se peut fort bien, par exemple, que Tchang-Sue-Liang, poussé à l'action par Moscou, soit maintenant désavoué pour complaire à l'Angleterre et aux Etats-Unis, protecteurs de Tchang-Kai-Chek, « pacifistes » et rivaux du Japon et de l'Allemagne sur le marché chinois, où ils font de gros efforts pour regagner le terrain perdu.

Il se peut aussi que Tchang-Sue-Liang soit de connivence avec Tokio et joue sa partie personnelle (comme tous les généraux chinois blancs, rouges ou roses) en misant successivement ou même simultanément sur tous les tableaux.

Il se peut qu'il soit un agent double, voire même un simple aventurier comme la Chine féodale (à laquelle les valeurs et les hobards occidentaux restent profondément étrangers) en a vu et en verra tant prêt à se tailler un fier... et à négocier un compromis si son coup a raté.

Un avenir prochain nous éclairera. Mais, dès maintenant, la chose est sûre. En Chine comme partout, la Russie soviétique a jeté par-dessus bord toute action sociale, toute activité révolutionnaire.

Sur l'immense marché chinois, dont la mise en valeur pourrait être, peut-être, la dernière carte du capitalisme impérialiste, elle renie la lutte de classe, elle prend contre le Japon le masque de la « démocratie » et du « pacifisme », chers aux Anglo-Saxons.

Et c'est sous ce masque qu'elle défend son expansionnisme en Asie, ses marchés du Sin-Kiang et de Mongolie extérieure, voies de pénétration en Chine centrale et rempart de la Sibérie.

BERAT.

A NOS LECTEURS

Nos lecteurs n'ont pas manqué de remarquer l'effort considérable que nous avons fourni les semaines passées. Les trois derniers numéros ont été tirés sur huit pages. L'actualité politique, les événements d'Espagne, le meeting du Vel' d'Hiv' le nécessitaient. D'une manière constante, d'ailleurs, les six pages sont devenues insuffisantes. Nous l'avons dit déjà bien souvent : nous devons laisser au marbre ou raccourcir d'intéressants articles dont l'abondance et le nombre témoignent de l'intérêt grandissant qui se développe autour du « Libertaire ».

Mais entre nos désirs de maintenir les huit pages et nos possi-

nés. C'est trop peu par rapport à notre tirage qui n'est jamais plus — depuis deux mois — inférieur à vingt mille.

C'est à réduire cette disproportion qu'il nous faut nous attacher sans relâche.

Il est nécessaire que chaque militant devienne en même temps un ardent propagandiste du « Libertaire » et s'efforce de lui recruter de nouveaux abonnés.

Rappelons, en passant, que pour les camarades qui le désirent, le journal est adressé sans mention apparente d'origine, ce qui doit lever les hésitations de ceux qui, isolés dans un petit pays ou qui, pour toute autre raison, sont obligés de

DALADIER, le faux jacobin

Parmi les leaders les plus représentatifs du gouvernement dit « populaire », il en est un qui, après avoir capté la confiance des ouvriers, la perdit, la regagna à grand renfort de démagogie et est actuellement en train de la reperdre, espérant définitivement, cette fois. Il s'agit de Daladier.

Daladier est au physique un tout petit homme et au moral un homme plus petit encore. Un visage dont le maxillaire muscoulé atteste la dureté cependant que le front buté dément la présence de toute intelligence dans l'esprit. Des yeux flasques et des yeux torves complètent cette face où sont marquées l'avidité et l'hypocrisie, qui restent, avec la veulerie et la vanité, les caractéristiques essentielles de la bourgeoisie bien française.

Sa lâcheté, Daladier la montra certain soir de six février où il trembla de frousse devant quelques centaines de voyous en beret basque, de conseillers municipaux prébendiers et d'anciens combattants à pension. Par manque d'énergie, il livra le lendemain au fascisme la France démocratique et les traditions républicaines qu'il prétend représenter.

Eternelle sottise des foules, c'est lui que quelques mois plus tard, par un 14 juillet plein de soleil et de révolte le peuple acclamait sur la place de la Nation, alors que, juché sur un taxi écarlate et cramponné au torchon tricolore, il se rengorgeait, bouffi d'orgueil, écoutant monter la clameur populaire : « Daladier au pouvoir ! »

Son ambition et sa vanité de cabotin médiocre le poussèrent dès lors à toutes les processions brillantes et stériles des multitudes et les photographes de revues de gauche le surprisent maintes fois avec aux lèvres le sourire bon enfant et le mégot démagogique destinés à rendre sympathique au « populaire » son faciès de politicien corrompu.

Enfin, parvenu à ce Ministère de la Guerre qu'il convoitait, il jette aujourd'hui le masque et révèle son vrai visage : celui du bourgeois sordide, affolé de la révolution qui détruirait les privilèges de sa classe, de cette bourgeoisie qui se dit libérale et qui n'est en réalité que cupide et conservatrice.

Venu au peuple par peur du fascisme, Daladier et ses radicaux sont prêts à se rejeter dans les bras du même fascisme par crainte de la révolution.

La cause du peuple, oui, d'accord, à condition que les prolétaires consentent à rester comme par le passé, le conglomérat de gogos, patriotes et stupides qu'on berne avec de ronflantes prospectives.

Des réformes, soit, mais qu'on ne touche pas aux droits qui font l'armature des sociétés civilisées ; c'est pourquoi toute la radicalité s'est dressée contre les occupations d'usines au nom de la sacro-sainte propriété.

La paix, oui, à condition qu'on ne détruise pas l'esprit de patrie, cette « passion des sois », disait Schopenhauer, et qui permet, au moment où les ouvriers s'unissent et montrent les dents de jeter les prolétaires les uns contre les autres en faisant jouer les divisions géographiques.

Et c'est pourquoi le Daladier, embastillé des Perjasse et des Leretour, persécuteur des pacifistes, reste aujourd'hui plus que jamais le Daladier des deux ans, de la cocarde et de la Marseillaise.

C'est M. Daladier, parlant au nom de la classe bourgeoise qu'il représente qui veut que la France s'arme. Et c'est pour qu'elle soit bien armée physiquement et moralement qu'il maintient les deux ans, qu'il propose la préparation militaire obligatoire, qu'il recommande les journaux chauvins dans les casernes, qu'il réclame des lois plus sévères contre la propagande pacifiste. C'est sous Daladier que les enfants à peine sevrés défilent à l'Arc de Triomphe devant un cimetière de croix de bois qui semble à la fois un souvenir et une prophétie ; c'est sous Daladier qu'on a renforcé la loi Fauriol contre l'antimilitarisme.

Sera-ce aussi sous Daladier que se déclanchera le cataclysme ?

Allons, vous autres, les anciens bernés qui ne voulez plus qu'on revit ça, les femmes qui ne voulez pas qu'on vous réclame des enfants et toujours des enfants pour en faire des soldats, les jeunes qui ne désirez pas faire les frais de la prochaine, vous tous les opprimés qui voulez faire votre guerre à vous, cette révolution libératrice, allez-vous comprendre que vous n'avez que faire de ce bourgeois jouisseur et réactionnaire ?

Allez-vous déceler derrière le batteur d'estrades protestant de son jacobinisme, le défenseur acharné des institutions néfastes et périmées, propriété, patrie, armée, etc.

Et chassant définitivement ce pitre qui n'est pas des vôtres, allez-vous enfin comprendre que la cause du peuple n'a rien de commun avec celle de l'Etat-Major ?

Maurice Douteau.

Propagande par la chanson

La tournée que doivent entreprendre dans la région parisienne nos camarades Charles d'Avray et Henri Guérin, commençant à s'organiser, nous prions les secrétaires de groupes qui l'ont pas encore fait, de nous envoyer au plus tôt les jours où ils peuvent avoir une salle disponible, cela en prévision des fêtes. Envoyer tous renseignements à Henri Guérin, au « Libertaire ».

L'U. A.

Intelligent prédisposait à jouer le rôle de cet officier de marine ridicule et patriotard ; M. Jacques Baumer qui serait mieux à sa place dans un rôle de garçon de café que dans celui d'un commandant de vaisseau ; Marcelle Chantal qui semble prise de coliques hépatiques dès qu'elle prononce une parole ; et enfin le gigolo à l'eau de rose, Jean-Pierre Aumont, dont l'air niais convient très bien à interpréter les enfants de troupe et les cadets du « Borda ».

Bref, un film idiot et destiné à la propagande patriotarde. La grande relapse, quoi ! Si l'on joue dans le cinéma de votre quartier la « Porte du Large », ne franchissez pas la porte. Prenez plutôt le large.



Propos d'un Paria

Il faut bien en convenir, Edouard VIII, roi d'Angleterre, et de tant d'autres pays, empereur des Indes, n'avait rien de ce qu'il fallait pour exercer convenablement son « métier ».

Ce défenseur de la foi qui s'abstenait d'aller au temple, ce roi fureteur était d'ailleurs une source constante d'inquiétude pour le haut clergé et les hommes en place craignant pour leurs grasses sinécures.

Ne prêtait-on pas à ce souverain des idées frisant le socialisme ?

Et pour achever le bouquet, si l'on peut dire, voilà que, follement épris d'une roturière américaine, deux fois divorcée, ce prince n'eût-il pas la prétention de l'épouser et d'en faire une reine devant laquelle auraient dû s'incliner la fine fleur de l'aristocratie anglaise ?

Vraiment, c'en était trop !

Et le roi fut mis en demeure de choisir entre le trône et la femme qu'il aime.

Il abdiqua. Et devenu M. Windsor d'abord, puis par la grâce de son successeur de frère, duc de Windsor, enfin libéré de tous les chevaliers de la triste figure qui l'entouraient, le souverain démissionnaire n'a plus désormais qu'à penser à ses amours, sans connaître le désagrément d'avoir à se préoccuper de la « matérielle ».

Simple fait-divers me direz-vous, et qui, bien que marquant un état d'esprit assez curieux chez le héros de l'aventure, ne doit que médiocrement nous intéresser.

C'est pourtant de cela que nous entretenons la presse pendant une bonne semaine. Et c'est cela qui fait l'objet de la plupart des conversations. Chacun voulait donner son opinion.

Tous les problèmes de politique intérieure ou extérieure disparaissent devant cette question : « Que fera le roi ? »

On oublie le chômage, les grèves, le Front populaire et la guerre en Espagne.

La diversion fut profonde et soigneusement aggravée par la grande presse, semblant obéir à un mot d'ordre.

Maintenant c'est fini.

Il faut revenir aux choses sérieuses.

Et ces choses sérieuses ne sont pas des plus plaisantes à examiner.

Partout les hommes d'armes s'agitent, se déplacent, de nouveaux foyers de guerre s'allument.

Soudoyés, dit-on, les uns par la Russie, les autres par le Japon, les généraux chinois viennent de déclencher une guerre civile aussi dangereuse par ses conséquences et ses répercussions internationales que celle d'Espagne.

Et combien d'autres questions aussi angoissantes et qui le seraient moins si l'on sentait chez le peuple une volonté ferme de s'opposer par tous les moyens à servir une fois de plus de viande à charniers internationaux.

Le peuple ! il rouspète bien de temps en temps, mais il marche toujours... et les gouvernements le savent bien.

Il est très difficile de sauver quelqu'un qui veut se noyer. — PIERRE MUALDÈS.

PEINTS PAR EUX-MEMES

A Fiers (Orne), M. Ybarnégaray a déclaré devant un auditoire de croix de feu : « ...Les régimes dictatoriaux conduisent fatalement à la guerre, dans la nécessité où ils sont de maintenir l'exaltation des peuples et de chercher une diversion à leurs difficultés. C'est pourquoi l'Italie a fait la guerre à l'Ethiopie. A qui l'Allemagne la fera-t-elle demain ? »

D'autre part, le 5 décembre, à la Chambre, Henri de Kerillis a dû désavouer Hitler, en des termes non moins élogieux.

Comme ces gens-là savent très bien de quoi ils parlent, levas avec nous sont un précieux encouragement pour poursuivre notre lutte implacable contre tous les régimes dictatoriaux de quelque étiquette qu'ils se parent.

LE MANDARIN IGNORANT

Il s'agit du nommé Joseph Barthélemy, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit — de droite plutôt — fasciste notoire et collaborateur régulier du Temps.

Ce mandarin de la République ferait bien de repasser un peu son histoire.

Dans le numéro du Temps de lundi il écrit : « Il y a cent huit ans, le budget de la France menaçait d'atteindre un milliard ; le général Foy s'écria devant les gradins impressionnés : « Savez-vous ce que c'est qu'un milliard ? »

« Il n'y a pas eu un milliard de minutes depuis la naissance de Jésus-Christ ! »

Or, la réflexion du général Foy n'a pas été faite à propos du budget, qui était loin alors d'atteindre ce chiffre, mais à l'occasion de la fameuse indemnité d'un milliard aux émigrés, que, avec les rares libéraux de l'époque, le général Foy combattait.

Il est vrai que ce rappel eût pu gêner les jeunes gommeux de la Faculté de droit qui forme l'ensemble de la clientèle fasciste du Barthélemy en question...

UN GRAND FRANÇAIS

Quel luxe d'épithètes les plus flatteuses, dans toute la presse, pour le « grand Français » Mermoz, disparu sur la ligne aérienne de l'Atlantique Sud.

Jusqu'à l'Huma de l'autre mercredi qui publia, sous la plume de Vaillant-Couturier, un article que n'aurait pu désavouer aucun des plumitifs de droite parmi les plus virulents.

Mermoz, lieutenant de la Roquette, en-censé par un stalinien de France ! Ce qui peut faire faire tout de même l'union des Français.

Séchez vos pleurs, messieurs, des Mermoz il en reste encore assez pour vous flanquer du haut du ciel de bonnes petites torpilles civilisatrices à la manière de Franco, pour le cas où les salopards d'ici voudraient imiter ceux d'outre-Pyrénées.

Avec Mermoz, probablement bouleté, par les requins, au moins nous sommes tranquilles.

HARO SUR LA CONSCIENCE

Unanimité à la Commission de l'armée pour renforcer les mesures de répression contre la presse antimilitariste et les objecteurs de conscience.

Même R. Lazurick, socialiste, qui corame avocat connu des succès en défendant brillamment des objecteurs.

Même aussi M. Camille Planche, président de la Ligue des Anciens Combattants Pacifistes. Mais oui, vous savez bien cette ligue qui a comme devise : « Contre la guerre, par tous les moyens ! »

Mais on comprend les raisons qui excitent ces Messieurs contre les réfractaires. Ils ne peuvent pas les comprendre.

Car pour être objecteur, faut-il encore avoir une conscience.

CONFESSIONS

On l'a annoncé en grand fracas, c'est un hebdomadaire dans lequel les grandes personnalités se mettent à table, comme on dit à la Tour. Prochaines confessions :

Maurice Thorez, comment je devins patriote. Taittinger, quand j'étais objecteur de conscience.

Franco, pourquoi je n'ai pas voulu prendre Madrid. L'éminent stratège Mola développera : « Comment j'ai fait pivoter mon aile gauche pour mieux couvrir mes derrières », cependant que, dans le même ordre d'idée, Clément Vautel expliquera pourquoi, dans la rue il se retourne tous les dix mètres.

NOEL SOVIETIQUE

Le Père Noël vient de faire en Russie sa réapparition après une longue éclipse.

Toutes les velléités de la lutte antireligieuse disparaissent donc ainsi l'une après l'autre, ce qui, somme toute, est tout à fait conforme à la nouvelle orthodoxie stalinienne.

Dans les journaux, on a pu retrouver le personnage légendaire qui offre ses jouets aux tout-petits.

Nous voulons croire que, parmi ceux-ci, il n'y a pas de tanks crachant du feu, ni d'avions aux distinctifs de l'U.R.S.S., ni mitrailleuses, ni sabres ou fusils. Mais de cela, nous ne sommes pas très sûrs.

DE « MOSCOU LA GATEUSE » AU PRIX RENAUDOT

Du temps où il était dadaïste et surréaliste, le gendarme Aragon ne perdait pas une occasion de dire son fait à la révolution d'octobre.

C'est lui qui, en 1924 — Lénine venait de mourir — eut ce mot sur « Moscou la gateuse », qui mérite de passer à la postérité bolchevique.

A cette époque, il est vrai, ledit Aragon se montrait sévère pour les prix littéraires et la servilité académique.

Maintenant qu'il est en maison (de la culture), qu'il gagne sa vie et fait sa petite carrière au service des exploités et des tyrans de Moscou, il reçoit des mains de quelques journalistes (sic), le prix Théophraste-Renaudot.

Cachin et Vaillant-Couturier le félicitent solennellement à la « une » de l'« Huma ». Il aura peut-être une ou deux voix au prochain prix Goncourt.

On n'échappe pas à son destin. Les romanichels.

GROUPE DE PUTEAUX

CE SOIR 18 DECEMBRE, à 20 h. 30
Salle municipale, rue Rogue-de-Filhol
GRANDE CONFERENCE
sur les origines, le développement, la situation actuelle de la révolution espagnole
Participation aux frais 2 fr. Chômeurs 1 fr.

Notes et Glanes

◆ Parmi les trop nombreux jouets militaires figurant sur les catalogues d'étranges, un, au Louvre, a particulièrement retenu mon attention : c'est un « canon de tranchées, lançant des projectiles, avec deux soldats, liés en boîte ». Pourquoi ne pas avoir mis cerceuil ? C'est dit cynique ? Peut-être ! Mais combien plus compréhensif...

◆ Le Vaulet a encore bavé dans le « Journal » du 15 sur les pacifistes et antimilitaristes qui protestent pour la forme contre le sur-armement actuel, mais ne veulent pas renverser le gouvernement pour si peu. Ne perdons pas notre temps à lui expliquer la différence qu'il y a entre un pacifiste, un antimilitariste — bien souvent antioctard — et un politicien chez qui la trahison est fonction aussi naturelle que la respiration. Une image, cependant, pour essayer de lui faire comprendre : il y a autant de différence entre eux, qu'il y en a entre l'intelligence et Vautel.

◆ J'aime assez voir, sur les journaux, des titres humoristiques. Mais j'ai été profondément ému par celui-ci : « Philibert a perdu 16 kilos en 11 jours » paru dans l'« Œuvre » du 3. C'est rigolo, n'est-ce pas ? — Pourquoi cette trivialité pour nous apprendre qu'un homme fait la grève de la faim depuis onze jours ? Goujats !

◆ Il y a quinze jours, je protestais contre le putanier de l'armée, qui racole par l'intermédiaire de la T.S.F. Depuis, il y a mieux, ou pire : tous les jeunes gens « devant se faire inscrire pour le conseil de révision » reçoivent à domicile, portée spécialement par un gendarme, une circulaire au duplicitaire, les invitant à s'engager moyennant, entre autres avantages, une prime de 7.200 francs pour cinq ans (7.800 dans les troupes coloniales). La maquerelle veut de la viande fraîche. Attention, les petits gars ! Ne vous faites pas... plomber.

◆ Des ceusses qui ont de la chance et qui ne s'en doutent peut-être pas, ce sont les Anglais. En effet, leur nouveau roi « est expert notamment en danses écossaises » (Geneviève Tabouis, Œuvre du 11). Qu'importe, après tout, que les chômeurs de là-bas dansent devant le buffet ! le roi est expert en la matière.

◆ Lorsque les Blum's Boys s'installèrent en juin, fidèles à leur politique de toujours, ils supprimèrent les fonds secrets. Ça a bardé, franchement. Les chasseurs d'enveloppes, de La Roquette à Dubarry, faisaient grise mine. Mais la bonté étant la vertu première de nos chers ministres, ils viennent de faire voter, au titre de l'Intérieur, 3 millions 600.000 francs de « dépenses soumises à des règles particulières de contrôle ». Et ce sont les 370 châteaux les plus à gâche qui les ont approuvés.

HENRI GUERIN.

La fête du « Libertaire »

La fête du « Libertaire » a connu son habituel succès. Tour à tour Primert Georges Quey, Raoul Guérin, Celmias, Kiovanne, Robert Vidal, Henri Guérin ; Mmes Germaine Kerjean, Musette Figaro, Paule Sandra, ont charmé et amusé les spectateurs. Notre camarade Bicot présentait les artistes et notre ami le compositeur Saint-Servan tenait brillamment la comédie.

En deuxième partie, une pièce en un acte d'André Lambert, « Spiritalisme gascon », pleine d'esprit et de mots charmants, fit revivre Henri IV, Cyrano de Bergerac et Jeanne d'Albret qui, à la suite d'une conversation avec un petit père gascon de notre époque décidèrent de regagner l'au-delà.

Cette petite scène fut alertement interprétée par Chauvet, Cyrano, débordant de faconde et de panache ; Pierre Leproux, Henri IV, réaliste et bon enfant ; Germaine Kerjean, une Jeanne d'Albret pleine de charme et de fantaisie et Huguette Donga qui incarne un petit père débrouillard, au savoureux accent.

Le dessinateur Donga, qui dès le début de la pièce, faisait apprécier son talent en fixant de deux coups de crayon les profils de Cyrano et d'Henri IV, vit quelques-uns de ses dessins obtenir un franc succès de la part des camarades qui se les disputèrent dans une amusante vente aux enchères spirituellement présidée par notre amie Germaine Kerjean.

CINÉMA FASCISTE

M. Marcel Lherbier, metteur en scène, croix de feu, travaille dans la patriotisme et usine dans la Marseillaise. Son dernier film, la Porte du Large est ce qu'on fait de mieux dans le genre navet patriotard. Des scènes à l'Ecole Navale où l'on voit des élèves officiers amateurs de plaisanteries fines, qui se font des farces de collégiens, envoient des bourrades et des punchs à l'estomac pour bien prouver qu'ils débordent de cet esprit français si prisé sur la planète. Un fils qui tombe amoureux de la femme qu'aime déjà son père (comme c'est nouveau !) des kilomètres de drapeaux tricolores, des parades militaires et des sonneries de clairon à tout bout de champ.

L'auteur de ce scénario est plus riche de chauvinisme pompier que d'imagination et les artistes qui acceptent de tourner pareille sottise n'ont aucune notion de l'art.

Mais aussi, quels sont ces artistes ? A part Roland Toutain dont le talent est digne d'un meilleur sort, nous voyons M. François, gourmé et roide que son masque

La C.N.T. et la crise du gouvernement catalan

La presse bourgeoise française a mené grand bruit autour de la démission du Gouvernement de la Généralité de Catalogne. Les plumitifs bourgeois se sont hâlés d'y voir comme une menace de dissolution prochaine du bloc des forces antifascistes.

Il apparaît bien que ces messieurs se sont trompés, et ont pris leur désir pour la réalité.

La crise qui a éclaté n'a que des causes relativement mineures qui n'affectent en rien le processus révolutionnaire.

Elle réside surtout dans le désaccord permanent qui existe entre les marxistes des différentes obédiences : P.O.U.M. et P.S.U.C., celui-ci ayant demandé l'exclusion de celui-là en tant que participant au Conseil.

Dans une déclaration publique à la presse, Juan Comorera, qui représentait les communistes du P.S.U.C. dans la Généralité, a cependant indiqué qu'à l'origine de la crise il y avait un problème de politique générale portant surtout sur l'orientation de la défense antifasciste et la conduite militaire de la guerre. Et sur cette question primordiale il a mis surtout en cause la C.N.T. à qui, a-t-il dit, son parti a adressé un long mémoire le 24 novembre.

Dans ce mémoire, le P.S.U.C. préconisait avec ce ton catégorique et définitif propre aux marxistes, une réorganisation du Conseil de la Généralité dans le sens très net d'une centralisation et d'un renforcement des pouvoirs des conseillers.

De la sorte, le différend initial entre le P.O.U.M. et le P.S.U.C., qui a surtout été mis en relief pour expliquer la crise, n'apparaît que comme un prétexte.

Il est évident que les communistes cherchent à monnayer sur le plan politique — eux dont l'influence réelle en Catalogne est extrêmement minime, — l'aide incontestable apportée par l'U.R.S.S.

Quoi qu'il en soit, la C.N.T. a pris dès le début de la crise une position aussi nette qu'habile.

Sa force en Catalogne lui permet de négocier les astuces politiques de certains partis. Son pouvoir économique, par le canal de ses syndicats, est assez grand pour qu'elle ait accepté dans l'ordre politique la collaboration de partis peu importants et sans grande influence.

Aussi, dans un manifeste publié le 13, la C.N.T. a fort opportunément rappelé que « depuis le premier jour elle donne continuellement des exemples de loyauté et ne fait que des sacrifices, ayant même renoncé à avoir, dans le Conseil de la Généralité, le nombre de représentants que sa force majoritaire aurait pu justifier ».

Dans le même manifeste, la C.N.T. se plaçant sur le terrain strict de la défense antifasciste, proclame avec force la nécessité de maintenir l'unité d'action.

« Les querelles de partis, dit le manifeste, sont à l'heure actuelle, des « querelles-suicides ». Nous ne devons avoir qu'une seule consigne : celle de vaincre le fascisme. Pour écraser l'ennemi, il faut maintenant le bloc antifasciste et continuer, tous unis, dans la lutte engagée. »

C'est le langage même de la raison.

Et pour conclure, le manifeste fixe nettement la position de la Confédération dans la crise actuelle, en disant que « si, malgré tout, un secteur persiste à vouloir déplacer un autre secteur, ou bien abandonner le poste de responsabilité qu'il tenait par sa volonté, la Confédération nationale du Travail continuera néanmoins, comme toujours, fidèle à son devoir, et n'abandonnera jamais aucun des postes de danger ou de responsabilité qui lui ont été réservés. »

Cette précision était nécessaire pour ramener à ses justes proportions un incident politique qui doit être rapidement réglé.

D'ailleurs, aux dernières nouvelles, on apprend que le prochain Conseil sera, dans sa composition, quasi identique à l'ancien.

REPORTAGE OBJECTIF

LA LUTTE ANTIRELIGIEUSE

Troquant leur crucifix et leur chapelet contre des fusils et des mitrailleuses; transformant leurs chapelles, leurs églises et leurs couvents en forteresses aux murs hérissés d'armes meurtrières et tirant, avec rage, sur le peuple défendant ses droits, les hommes en bure et en soutane se rangèrent, une fois de plus, aux côtés des forts, aux côtés des assassins!

Allez à Barcelone. Rendez-vous à l'endroit où la magnifique avenue « Diagonal » coupe l'esplanade. C'est là, sur la droite, que se tenaient l'église ainsi que le couvent des Carmes. Un régiment de cavalerie rebelle s'y était retranché avec un abondant matériel de guerre et de là, bien protégé par d'épaisses murailles, tirait, sans répit, sur les forces populaires. Et après une nuit de massacre, alors qu'ils se sentaient perdus, nos insurgés agitaient le mouchoir blanc. Les officiers, tous les Frères du couvent sortirent un à un de l'édifice. C'est alors que nos camarades, pénétrant dans cette citadelle pieuse, assistèrent à ce spectacle étrange autant qu'édifiant d'un « Frère » mort, les mains encore crispées sur sa mitrailleuse! Simple fait entre cent autres de même nature!

Et voilà pourquoi, le peuple, dans un sentiment de haute justice, a brûlé les églises et les couvents, pas tous, d'ailleurs, bon nombre d'entre eux et d'entre elles, après une sérieuse désinfection, ayant été rendus à la collectivité pour « cause d'utilité publique »!

Songez donc qu'à Tarragone, par exemple, ville de 15 à 20.000 habitants, existaient... 32 églises! Que de parasites à entretenir! Tant de zéloteurs de Dieu, uniquement occupés à implorer les bénédictions de leur Maître sur un peuple de plus en plus misérable! N'était-ce point là la preuve que, après avoir été, pour le moins inutiles, toutes ces « Maisons de Dieu » devenues aujourd'hui autant de citadelles fascistes étaient franchement maléfiques et méritaient cent fois le juste sort qu'on leur fit subir : la destruction! Notez que si toutes les églises de Tarragone ont flambé, pas un habitant de cette cité réputée clérical ne bougea le petit doigt pour s'opposer à un tel « sacrilège »! La foi était-elle donc morte?...

Et c'est ainsi qu'on fit, en Espagne, la Séparation de l'Eglise et... du Peuple! Franchement, nos voltairiens français mirent beaucoup plus de temps pour faire infiniment moins de besogne! Une bien pauvre séparation que la nôtre; séparation qui n'a, en réalité, rien séparé du tout, puisque politique, sabre et goupillon continuent, aux dépens du peuple bien entendu, de faire le meilleur des ménages et que nous voyons le parti qui devrait se situer à l'extrême-gauche du Front populaire sermonner le « camarade Pie XI » parce qu'il refuse les offres d'alliance qui lui sont faites!

Et qu'a-t-on fait des prêtres, allez-vous nous demander? Et des religieuses? Dame! celui qui se sert de l'épée peut périr par l'épée! Quoi de surprenant alors que des prêtres devenus de vulgaires soudards aient pu périr dans la bataille? Que d'autres, ayant également fait usage d'armes contre le peuple, aient reçu de celui-ci, dès qu'ils tombèrent entre ses mains, le seul châtiment qu'ils en pouvaient légitimement attendre, c'est-à-dire le poteau d'exécution, sans autre forme de procès! Mais indépendamment de ces faits qui sont liés aux dures lois de la guerre et qui s'expliquent du reste si l'on parvient à comprendre combien devait être grande l'indignation du peuple à la vue de ces « saints hommes » faisant le coup de feu contre leurs propres compatriotes, indépendamment de ces faits il n'est pas, à notre connaissance — et les camarades de Barcelone ont été catégoriques sur ce point — il n'est point d'autres exécutions! Quant aux religieuses, elles sont, pour la plupart, rentrées dans leur famille et d'autres même, ainsi que nous l'avons constaté à l'hôpital de Puigcerda, ont simplement troqué leur accoutrement de « bonne sœur » contre le costume civil tout aussi digne. Elles se sont sécularisées ou, si l'on veut, laïcisées d'elles-mêmes!...

Faisons, si vous le voulez bien, une courte incursion dans Vich, ville épiscopale, située à quelque soixante kilomètres de Barcelone et qui était, elle aussi, dotée d'une trentaine d'églises et de couvents. Cinq de ces édifices ont été incendiés, tous les autres affectés à des services publics.

Visite au couvent de l'Escorial, le plus beau de toute la série. Il abritait, selon ce qu'on nous a dit, tout à la fois des Carmélites (nous y avons vu leurs cellules ainsi que les disciplines et autres instruments de mortification appelés d'un euphémisme adorable « les bijoux de la Sainte-Vierge ») et dont les

moins de besogne! Une bien pauvre séparation que la nôtre; séparation qui n'a, en réalité, rien séparé du tout, puisque politique, sabre et goupillon continuent, aux dépens du peuple bien entendu, de faire le meilleur des ménages et que nous voyons le parti qui devrait se situer à l'extrême-gauche du Front populaire sermonner le « camarade Pie XI » parce qu'il refuse les offres d'alliance qui lui sont faites!

Et qu'a-t-on fait des prêtres, allez-vous nous demander? Et des religieuses? Dame! celui qui se sert de l'épée peut périr par l'épée! Quoi de surprenant alors que des prêtres devenus de vulgaires soudards aient pu périr dans la bataille? Que d'autres, ayant également fait usage d'armes contre le peuple, aient reçu de celui-ci, dès qu'ils tombèrent entre ses mains, le seul châtiment qu'ils en pouvaient légitimement attendre, c'est-à-dire le poteau d'exécution, sans autre forme de procès! Mais indépendamment de ces faits qui sont liés aux dures lois de la guerre et qui s'expliquent du reste si l'on parvient à comprendre combien devait être grande l'indignation du peuple à la vue de ces « saints hommes » faisant le coup de feu contre leurs propres compatriotes, indépendamment de ces faits il n'est pas, à notre connaissance — et les camarades de Barcelone ont été catégoriques sur ce point — il n'est point d'autres exécutions! Quant aux religieuses, elles sont, pour la plupart, rentrées dans leur famille et d'autres même, ainsi que nous l'avons constaté à l'hôpital de Puigcerda, ont simplement troqué leur accoutrement de « bonne sœur » contre le costume civil tout aussi digne. Elles se sont sécularisées ou, si l'on veut, laïcisées d'elles-mêmes!...

Faisons, si vous le voulez bien, une courte incursion dans Vich, ville épiscopale, située à quelque soixante kilomètres de Barcelone et qui était, elle aussi, dotée d'une trentaine d'églises et de couvents. Cinq de ces édifices ont été incendiés, tous les autres affectés à des services publics.

Visite au couvent de l'Escorial, le plus beau de toute la série. Il abritait, selon ce qu'on nous a dit, tout à la fois des Carmélites (nous y avons vu leurs cellules ainsi que les disciplines et autres instruments de mortification appelés d'un euphémisme adorable « les bijoux de la Sainte-Vierge ») et dont les

moins de besogne! Une bien pauvre séparation que la nôtre; séparation qui n'a, en réalité, rien séparé du tout, puisque politique, sabre et goupillon continuent, aux dépens du peuple bien entendu, de faire le meilleur des ménages et que nous voyons le parti qui devrait se situer à l'extrême-gauche du Front populaire sermonner le « camarade Pie XI » parce qu'il refuse les offres d'alliance qui lui sont faites!

Et qu'a-t-on fait des prêtres, allez-vous nous demander? Et des religieuses? Dame! celui qui se sert de l'épée peut périr par l'épée! Quoi de surprenant alors que des prêtres devenus de vulgaires soudards aient pu périr dans la bataille? Que d'autres, ayant également fait usage d'armes contre le peuple, aient reçu de celui-ci, dès qu'ils tombèrent entre ses mains, le seul châtiment qu'ils en pouvaient légitimement attendre, c'est-à-dire le poteau d'exécution, sans autre forme de procès! Mais indépendamment de ces faits qui sont liés aux dures lois de la guerre et qui s'expliquent du reste si l'on parvient à comprendre combien devait être grande l'indignation du peuple à la vue de ces « saints hommes » faisant le coup de feu contre leurs propres compatriotes, indépendamment de ces faits il n'est pas, à notre connaissance — et les camarades de Barcelone ont été catégoriques sur ce point — il n'est point d'autres exécutions! Quant aux religieuses, elles sont, pour la plupart, rentrées dans leur famille et d'autres même, ainsi que nous l'avons constaté à l'hôpital de Puigcerda, ont simplement troqué leur accoutrement de « bonne sœur » contre le costume civil tout aussi digne. Elles se sont sécularisées ou, si l'on veut, laïcisées d'elles-mêmes!...

Faisons, si vous le voulez bien, une courte incursion dans Vich, ville épiscopale, située à quelque soixante kilomètres de Barcelone et qui était, elle aussi, dotée d'une trentaine d'églises et de couvents. Cinq de ces édifices ont été incendiés, tous les autres affectés à des services publics.

Visite au couvent de l'Escorial, le plus beau de toute la série. Il abritait, selon ce qu'on nous a dit, tout à la fois des Carmélites (nous y avons vu leurs cellules ainsi que les disciplines et autres instruments de mortification appelés d'un euphémisme adorable « les bijoux de la Sainte-Vierge ») et dont les

moins de besogne! Une bien pauvre séparation que la nôtre; séparation qui n'a, en réalité, rien séparé du tout, puisque politique, sabre et goupillon continuent, aux dépens du peuple bien entendu, de faire le meilleur des ménages et que nous voyons le parti qui devrait se situer à l'extrême-gauche du Front populaire sermonner le « camarade Pie XI » parce qu'il refuse les offres d'alliance qui lui sont faites!

Et qu'a-t-on fait des prêtres, allez-vous nous demander? Et des religieuses? Dame! celui qui se sert de l'épée peut périr par l'épée! Quoi de surprenant alors que des prêtres devenus de vulgaires soudards aient pu périr dans la bataille? Que d'autres, ayant également fait usage d'armes contre le peuple, aient reçu de celui-ci, dès qu'ils tombèrent entre ses mains, le seul châtiment qu'ils en pouvaient légitimement attendre, c'est-à-dire le poteau d'exécution, sans autre forme de procès! Mais indépendamment de ces faits qui sont liés aux dures lois de la guerre et qui s'expliquent du reste si l'on parvient à comprendre combien devait être grande l'indignation du peuple à la vue de ces « saints hommes » faisant le coup de feu contre leurs propres compatriotes, indépendamment de ces faits il n'est pas, à notre connaissance — et les camarades de Barcelone ont été catégoriques sur ce point — il n'est point d'autres exécutions! Quant aux religieuses, elles sont, pour la plupart, rentrées dans leur famille et d'autres même, ainsi que nous l'avons constaté à l'hôpital de Puigcerda, ont simplement troqué leur accoutrement de « bonne sœur » contre le costume civil tout aussi digne. Elles se sont sécularisées ou, si l'on veut, laïcisées d'elles-mêmes!...

Faisons, si vous le voulez bien, une courte incursion dans Vich, ville épiscopale, située à quelque soixante kilomètres de Barcelone et qui était, elle aussi, dotée d'une trentaine d'églises et de couvents. Cinq de ces édifices ont été incendiés, tous les autres affectés à des services publics.

Visite au couvent de l'Escorial, le plus beau de toute la série. Il abritait, selon ce qu'on nous a dit, tout à la fois des Carmélites (nous y avons vu leurs cellules ainsi que les disciplines et autres instruments de mortification appelés d'un euphémisme adorable « les bijoux de la Sainte-Vierge ») et dont les

moins de besogne! Une bien pauvre séparation que la nôtre; séparation qui n'a, en réalité, rien séparé du tout, puisque politique, sabre et goupillon continuent, aux dépens du peuple bien entendu, de faire le meilleur des ménages et que nous voyons le parti qui devrait se situer à l'extrême-gauche du Front populaire sermonner le « camarade Pie XI » parce qu'il refuse les offres d'alliance qui lui sont faites!

Et qu'a-t-on fait des prêtres, allez-vous nous demander? Et des religieuses? Dame! celui qui se sert de l'épée peut périr par l'épée! Quoi de surprenant alors que des prêtres devenus de vulgaires soudards aient pu périr dans la bataille? Que d'autres, ayant également fait usage d'armes contre le peuple, aient reçu de celui-ci, dès qu'ils tombèrent entre ses mains, le seul châtiment qu'ils en pouvaient légitimement attendre, c'est-à-dire le poteau d'exécution, sans autre forme de procès! Mais indépendamment de ces faits qui sont liés aux dures lois de la guerre et qui s'expliquent du reste si l'on parvient à comprendre combien devait être grande l'indignation du peuple à la vue de ces « saints hommes » faisant le coup de feu contre leurs propres compatriotes, indépendamment de ces faits il n'est pas, à notre connaissance — et les camarades de Barcelone ont été catégoriques sur ce point — il n'est point d'autres exécutions! Quant aux religieuses, elles sont, pour la plupart, rentrées dans leur famille et d'autres même, ainsi que nous l'avons constaté à l'hôpital de Puigcerda, ont simplement troqué leur accoutrement de « bonne sœur » contre le costume civil tout aussi digne. Elles se sont sécularisées ou, si l'on veut, laïcisées d'elles-mêmes!...

Faisons, si vous le voulez bien, une courte incursion dans Vich, ville épiscopale, située à quelque soixante kilomètres de Barcelone et qui était, elle aussi, dotée d'une trentaine d'églises et de couvents. Cinq de ces édifices ont été incendiés, tous les autres affectés à des services publics.

Visite au couvent de l'Escorial, le plus beau de toute la série. Il abritait, selon ce qu'on nous a dit, tout à la fois des Carmélites (nous y avons vu leurs cellules ainsi que les disciplines et autres instruments de mortification appelés d'un euphémisme adorable « les bijoux de la Sainte-Vierge ») et dont les

moins de besogne! Une bien pauvre séparation que la nôtre; séparation qui n'a, en réalité, rien séparé du tout, puisque politique, sabre et goupillon continuent, aux dépens du peuple bien entendu, de faire le meilleur des ménages et que nous voyons le parti qui devrait se situer à l'extrême-gauche du Front populaire sermonner le « camarade Pie XI » parce qu'il refuse les offres d'alliance qui lui sont faites!

Et qu'a-t-on fait des prêtres, allez-vous nous demander? Et des religieuses? Dame! celui qui se sert de l'épée peut périr par l'épée! Quoi de surprenant alors que des prêtres devenus de vulgaires soudards aient pu périr dans la bataille? Que d'autres, ayant également fait usage d'armes contre le peuple, aient reçu de celui-ci, dès qu'ils tombèrent entre ses mains, le seul châtiment qu'ils en pouvaient légitimement attendre, c'est-à-dire le poteau d'exécution, sans autre forme de procès! Mais indépendamment de ces faits qui sont liés aux dures lois de la guerre et qui s'expliquent du reste si l'on parvient à comprendre combien devait être grande l'indignation du peuple à la vue de ces « saints hommes » faisant le coup de feu contre leurs propres compatriotes, indépendamment de ces faits il n'est pas, à notre connaissance — et les camarades de Barcelone ont été catégoriques sur ce point — il n'est point d'autres exécutions! Quant aux religieuses, elles sont, pour la plupart, rentrées dans leur famille et d'autres même, ainsi que nous l'avons constaté à l'hôpital de Puigcerda, ont simplement troqué leur accoutrement de « bonne sœur » contre le costume civil tout aussi digne. Elles se sont sécularisées ou, si l'on veut, laïcisées d'elles-mêmes!...

Faisons, si vous le voulez bien, une courte incursion dans Vich, ville épiscopale, située à quelque soixante kilomètres de Barcelone et qui était, elle aussi, dotée d'une trentaine d'églises et de couvents. Cinq de ces édifices ont été incendiés, tous les autres affectés à des services publics.

Visite au couvent de l'Escorial, le plus beau de toute la série. Il abritait, selon ce qu'on nous a dit, tout à la fois des Carmélites (nous y avons vu leurs cellules ainsi que les disciplines et autres instruments de mortification appelés d'un euphémisme adorable « les bijoux de la Sainte-Vierge ») et dont les

moins de besogne! Une bien pauvre séparation que la nôtre; séparation qui n'a, en réalité, rien séparé du tout, puisque politique, sabre et goupillon continuent, aux dépens du peuple bien entendu, de faire le meilleur des ménages et que nous voyons le parti qui devrait se situer à l'extrême-gauche du Front populaire sermonner le « camarade Pie XI » parce qu'il refuse les offres d'alliance qui lui sont faites!

Et qu'a-t-on fait des prêtres, allez-vous nous demander? Et des religieuses? Dame! celui qui se sert de l'épée peut périr par l'épée! Quoi de surprenant alors que des prêtres devenus de vulgaires soudards aient pu périr dans la bataille? Que d'autres, ayant également fait usage d'armes contre le peuple, aient reçu de celui-ci, dès qu'ils tombèrent entre ses mains, le seul châtiment qu'ils en pouvaient légitimement attendre, c'est-à-dire le poteau d'exécution, sans autre forme de procès! Mais indépendamment de ces faits qui sont liés aux dures lois de la guerre et qui s'expliquent du reste si l'on parvient à comprendre combien devait être grande l'indignation du peuple à la vue de ces « saints hommes » faisant le coup de feu contre leurs propres compatriotes, indépendamment de ces faits il n'est pas, à notre connaissance — et les camarades de Barcelone ont été catégoriques sur ce point — il n'est point d'autres exécutions! Quant aux religieuses, elles sont, pour la plupart, rentrées dans leur famille et d'autres même, ainsi que nous l'avons constaté à l'hôpital de Puigcerda, ont simplement troqué leur accoutrement de « bonne sœur » contre le costume civil tout aussi digne. Elles se sont sécularisées ou, si l'on veut, laïcisées d'elles-mêmes!...

Faisons, si vous le voulez bien, une courte incursion dans Vich, ville épiscopale, située à quelque soixante kilomètres de Barcelone et qui était, elle aussi, dotée d'une trentaine d'églises et de couvents. Cinq de ces édifices ont été incendiés, tous les autres affectés à des services publics.

Visite au couvent de l'Escorial, le plus beau de toute la série. Il abritait, selon ce qu'on nous a dit, tout à la fois des Carmélites (nous y avons vu leurs cellules ainsi que les disciplines et autres instruments de mortification appelés d'un euphémisme adorable « les bijoux de la Sainte-Vierge ») et dont les

moins de besogne! Une bien pauvre séparation que la nôtre; séparation qui n'a, en réalité, rien séparé du tout, puisque politique, sabre et goupillon continuent, aux dépens du peuple bien entendu, de faire le meilleur des ménages et que nous voyons le parti qui devrait se situer à l'extrême-gauche du Front populaire sermonner le « camarade Pie XI » parce qu'il refuse les offres d'alliance qui lui sont faites!

Et qu'a-t-on fait des prêtres, allez-vous nous demander? Et des religieuses? Dame! celui qui se sert de l'épée peut périr par l'épée! Quoi de surprenant alors que des prêtres devenus de vulgaires soudards aient pu périr dans la bataille? Que d'autres, ayant également fait usage d'armes contre le peuple, aient reçu de celui-ci, dès qu'ils tombèrent entre ses mains, le seul châtiment qu'ils en pouvaient légitimement attendre, c'est-à-dire le poteau d'exécution, sans autre forme de procès! Mais indépendamment de ces faits qui sont liés aux dures lois de la guerre et qui s'expliquent du reste si l'on parvient à comprendre combien devait être grande l'indignation du peuple à la vue de ces « saints hommes » faisant le coup de feu contre leurs propres compatriotes, indépendamment de ces faits il n'est pas, à notre connaissance — et les camarades de Barcelone ont été catégoriques sur ce point — il n'est point d'autres exécutions! Quant aux religieuses, elles sont, pour la plupart, rentrées dans leur famille et d'autres même, ainsi que nous l'avons constaté à l'hôpital de Puigcerda, ont simplement troqué leur accoutrement de « bonne sœur » contre le costume civil tout aussi digne. Elles se sont sécularisées ou, si l'on veut, laïcisées d'elles-mêmes!...

Faisons, si vous le voulez bien, une courte incursion dans Vich, ville épiscopale, située à quelque soixante kilomètres de Barcelone et qui était, elle aussi, dotée d'une trentaine d'églises et de couvents. Cinq de ces édifices ont été incendiés, tous les autres affectés à des services publics.

Visite au couvent de l'Escorial, le plus beau de toute la série. Il abritait, selon ce qu'on nous a dit, tout à la fois des Carmélites (nous y avons vu leurs cellules ainsi que les disciplines et autres instruments de mortification appelés d'un euphémisme adorable « les bijoux de la Sainte-Vierge ») et dont les

moins de besogne! Une bien pauvre séparation que la nôtre; séparation qui n'a, en réalité, rien séparé du tout, puisque politique, sabre et goupillon continuent, aux dépens du peuple bien entendu, de faire le meilleur des ménages et que nous voyons le parti qui devrait se situer à l'extrême-gauche du Front populaire sermonner le « camarade Pie XI » parce qu'il refuse les offres d'alliance qui lui sont faites!

Le problème des oranges et la politique

L'Espagne et la France ont signé un traité de commerce. Ce traité autorise l'Espagne à exporter en France 833.000 quintaux d'oranges pour le premier trimestre et 40.000 quintaux de tomates.

Le mode de paiement est déterminé par clearing, c'est-à-dire que les acheteurs français ne versent pas le montant des achats aux vendeurs espagnols, mais à la Chambre de Commerce de Paris. Celle-ci peut payer les exportateurs français en Espagne sur les sommes ainsi recueillies.

Or, quelle n'est pas notre stupéfaction en lisant dans la presse la note officielle du 2-12 : « Il semble toutefois qu'en considération de la situation actuelle du marché espagnol dont les paiements ne sont plus assurés et pour satisfaire aussi aux revendications des producteurs algériens, les chiffres de ces contingents aient été sensiblement réduits par décision du Gouvernement français ».

Avec la non-intervention, le gouvernement français a montré qu'il considère un accord commercial comme un chiffon de papier quand sa politique l'exige. Il connaît de longue date les revendications des producteurs algériens. Un accord doit être respecté. Ce qui est dû aux Espagnols doit leur être payé, déduction faite des sommes dues par l'Espagne à nos exportateurs qui d'ailleurs, envoient bien peu de choses dans la péninsule ibérique.

Blum n'a aucun droit d'appréciation sur l'organisation actuelle des producteurs espagnols. Qui ou non, le Président du Conseil reconnaît-il la République espagnole comme unique gouvernement légitime? Va-t-il une fois de plus torpiller l'Espagne ouvrière en lui interdisant ainsi le droit de nous vendre la quantité d'oranges et de tomates, ce droit admis par un traité, que notre ministre du Commerce a signé.

Nous demandons au Gouvernement une explication sur ce point. Quel fallacieux prétexte va-t-on invoquer pour les oranges? Allons-nous réitérer indéfiniment des sommes d'argent considérables pour les oranges qui entreront en France?

Et nous plaçant au point de vue du consommateur français qui préfère l'orange espagnole à toute autre, la France entend-elle le priver cet hiver de son fruit préféré?

Curieuse attitude celle d'un gouvernement de Front Populaire achetant et payant à Franco du minerai, tout en l'ignorant comme belligérant et choisissant dans toutes ses attitudes vis-à-vis de l'Espagne républicaine qu'il dit porter dans son cœur.

Nous faudra-t-il organiser des meetings pour les oranges?

On aimerait connaître l'attitude exacte du gouvernement sur l'accord commercial avec l'Espagne, et s'il compte résilier ou l'interpréter à sa façon suivant la position du traité Franco.

Ensommes-nous revenus au règne du maquignon-nage?

La vie de la Section Française à Barcelone

Changement d'adresse. — Comme nous vivons encore une période transitoire et que, d'autre part, il est assez à l'étroit dans ses locaux, le Comité régional s'est vu dans l'obligation d'invoquer toutes les sections étrangères à quitter la Casa de la Via Durruti (anciennement Via Layetana). Ainsi que les autres, la Section Française a dû s'installer dans un nouveau local. Voici la nouvelle adresse : Section française, 233 Consejo de Ciento, 1° — 2°.

Tous les camarades blessés, venant du front ou y allant, sont invités à fréquenter la Section. Non seulement pour y chercher des renseignements ou des services mais ils peuvent venir à la bibliothèque que nous sommes en train de constituer et pour laquelle nous lançons un appel.

Réunions. — Les réunions de la Section ont lieu au siège le samedi à 16 heures.

Fonds. — Tous les camarades sont priés de se souvenir que, désormais, la Section doit vivre par elle-même. Dans leurs envois, qu'ils font pour les Espagnols antifascistes, ils devront donc songer à cette arme indispensable : la Section française. Les camarades Panté et Chatris ont été désignés pour contrôler la trésorerie. Le camarade Schlauder est toujours secrétaire.

Prochainement, nous parlerons plus longuement de la Section.

La Section Française.

Les étrennes des miliciens

Cette semaine, chiffre record ! Deux camions de 4 tonnes et deux de 2 tonnes sont allés porter à nos frères en lutte le produit de la solidarité des travailleurs de France.

Quatre équipes de trois camionneurs ont dû soutenir, durant plus de cinquante heures, le rude effort de conduire à bon port les vivres, vêtements chauds et produits sanitaires destinés aux miliciens des fronts d'Espagne. Ils l'ont fait vaillamment, joyeusement même; avec le sentiment qu'ils accomplissaient une mission sacrée et portaient en eux les espoirs des milliers de camarades qui avaient contribué à remplir leurs camions.

A l'heure où paraîtront ces lignes, notre petite caravane sera sans doute sur le chemin du retour, camions vides, en route vers notre centre d'où, après quelques jours d'un repos mérité, nos camionneurs repartiront avec un nouveau chargement.

Camarades antifascistes de partout, cette activité dont nous vous signalons l'importance, une circonstance exceptionnelle va vous permettre de l'amplifier encore dans les jours qui viennent. Voici le moment des

étrennes. C'est l'époque de l'année où la tradition veut que l'on songe à offrir à ses proches le cadeau de l'amitié.

N'auriez-vous pas une pensée particulière pour ceux qui affrontent actuellement les plus durs sacrifices, afin de libérer l'Espagne de la vermine fasciste? Pour ces amis, chers entre tous, pour qui il n'est pas d'armistice ni de médiation possible avec les chiens sanglants du fascisme qui ne respectent ni femmes ni enfants, pour tenter d'instaurer leur exécrable domination? ne ferez-vous pas un geste de solidarité supplémentaire?

N'appellerez-vous pas vos amis, vos camarades de travail à collecter les fonds nécessaires pour apporter, en cette circonstance, un peu de soulagement, sinon de surperflu, à ce prolétariat qui verse le meilleur de son sang pour une cause qui nous est commune?

Sans plus attendre, mettez à profit l'occasion que vous offre l'époque des étrennes. Faites circuler nos listes de souscription et composez autant que vous pourrez de COLIS-ETRENNES DU MILICIEU comprenant par exemple : un pull-over ou linges de corps conservés de viande ou fruits confits, quelques cigares ou cigarettes, que vous adresserez à l'un des centres de ravitaillement dont nous publions ci-dessous la liste.

PARIS

RIVE DROITE : « Le Libéraire », 9, rue de Bondy (10°); Dubois, 48, rue Gabrielle (18°).

RIVE GAUCHE : Siège central, 203, rue d'Alsée (14°).

BANLIEUE

ANTONY : Durand, 19, rue Manainville. AULNAY-SOUS-BOIS : Centre local, 4, rue des Ecoles.

BAGNOLET : Chez Marius, 27, rue Hoche.

BLANC-MESNIL : Café Delcluze, 49, avenue des Lilas.

COLOMBES : Scheck, 3 bis, rue Victor-Hugo.

DRANCY : Café Gauthier, 50, avenue Marceau.

GENTILLY : Maison Sauvage, place de la Mairie. Tous les samedis de 10 heures à midi.

Maison Crozat, rue de Montrouge, le dimanche, de 10 heures à midi.

KREMLIN-BICETRE : Maison Tibal, Cycles, 46, avenue Eugène-Thomas.

Palondier, 83, rue du Kremlin.

ISSY-LES-MOULINEAUX : — Dubreuil Pierre, 11, avenue de Verdun.

IVRY : — Maison Barré, place Back.

LIVRY-GARGAN : — Cyprien, 13, avenue Jules-Guesde.

MONTREUIL : — Steinmuller, 2, avenue de la Porte-de-Montreuil (20°).

PROVINCE

AMIENS : — Grévin, 3, rue Vascosan.

BREST : — René Martin, Maison du Peuple, Bois de Boulogne.

CARENTAN (Manche) : — Marcel Tourlogre, 25, rue Séblime.

CREST (Drôme) : — Jean Boiteau, receveur des P.T.T., boulevard de Verdun.

CROIX : — Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole.

FRESSENNEVILLE : — Boclet Evariste, rue de Gamaches.

GIEN : — Cotte Eugène, 38, rue Georges-Clemenceau; Commien Jules, rue des Fourches.

LEZIGNAN-CORBIERES (Aude) : — Rosendo Albalat, rue Volta.

Le Coin des Jeunes

Circulaire aux groupes J. A. C.

Demandez-le à votre marchand de journaux.

VINCENT AURIOL ANNONCE UN RÉGIME DE LIBERTÉ ENTIÈRE POUR LES CAPITALAUX.
(L'Œuvre.)

Quand va-t-on nous annoncer la liberté entière de la presse, du droit de grève, et la suppression des lois scélérates ?

Les "bienfaits" de la conciliation

Il n'est question au cours des dernières semaines dans les offices et les communiqués syndicaux que du bel « esprit de conciliation » dont font preuve les ouvriers ; de toutes parts les dirigeants annoncent comme des victoires le fait que des travailleurs viennent encore de consentir à abandonner tel ou tel autre établissement ; rares sont les discours de leaders qui ne commencent par des protestations de fidélité au gouvernement de Front Populaire ; ce sont de véritables exultations qui accompagnent la présentation des revendications.

Mais quand il s'agit de faire le bilan, les faits parlent par eux-mêmes et la vérité ne peut plus être camouflée. C'est ce qui vient de se produire au congrès des Fonctionnaires. On se souvient des efforts déployés en juin par le gouvernement Blum pour que les fonctionnaires ne se joignent pas au prolétariat en lutte. Dans la plume des promesses, la plus importante était l'abandon du vol sur les traitements. Les promoteurs du Front populaire assuraient que la date définitive de cette abrogation serait le 1^{er} janvier 1937. Va l'en voir ! Il a suffi d'une escroquerie du président de la Commission des Finances jurant que les syndicats de fonctionnaires étaient encore prêts à patienter pour attendre cette réparation et la voilà renvoyée à l'été ou à la Trinité, soit plus exactement au 1^{er} juillet 1937 et au 1^{er} janvier mais de l'année 1938.

La conclusion est apportée par le secrétaire fédéral Neumeyer : « Mais si nous n'avons pas été roulés par le gouvernement tout entier, nous l'avons été parfaitement par le président de la Commission des Finances, Valière, et par le ministre des Finances, Vincent Auriol ».

D'autres copains qui sont en train d'être enveloppés de la même façon, ce sont les métallurgistes du Nord et de la Sambre. Le ministre socialiste financier est remplacé à bas par le ministre socialiste policier : Max Dornoy. C'est un joli arbitre que celui-là ; c'est lui qui dans son bureau traitait les délégués parisiens des métaux « d'enculeurs de mouches » parce que les nerfs de ce monsieur lui faisaient considérer les revendications des métallurgistes comme « cicatrices ». C'est lui qui encore qu'il continuait de négocier les délégués ouvriers de les mettre à la porte de son cabinet tandis qu'il se montrait obsequieux envers les délégués patronaux. En un tournemain il a fait lâcher les usines aux métallurgistes du Nord et cela sans contrepartie aucune. Naturellement les patrons ont augmenté leurs prétentions ; mis en appât, voilà que la neutralisation de usines ne les satisfait plus ; c'est la liberté de faire travailler les jaunes qu'il leur faut ; c'est « extirper les agitateurs professionnels des usines », voilà ce qu'ils veulent.

Plus près de nous à Paris, les grévistes des usines Lebaudy, eux aussi sur l'appel de leurs dirigeants se sont montrés indulgents, et ont évacué, en récompense ils battent le pavé depuis quarante jours et ils apprennent que les fascistes préparent un coup « dur » pour prendre leur place.

Il suffit pourtant de tourner les regards vers un coin de banlieue à Gennevilliers pour prendre exemple sur une autre attitude. Aux cokeries de la Seine un administrateur provocant encouragé par de longs et lents pourparlers en arrive à ne plus même vouloir discuter avec le secrétaire syndical. Il a suffi d'un jour et demi d'occupation des cokeries pour obtenir satisfaction sur une série de points essentiels. Tous les auxiliaires se trouvent titularisés et même les jours de grève seront payés.

Ce que peuvent les gaziers de banlieue, les métaux le pourraient aussi. Mais voilà, il faudrait marcher sur les pieds des Blum, Auriol, Dornoy et autres Deladrier, or, cela gêne des culs politiques. Voilà, métallurgistes, ce qui, si vous n'y prenez garde, vous mène à une duperie nouvelle.

N. LENOIR.

A travers la presse syndicale

UNE PERLE DE LA « VIE OUVRIÈRE »

Les ouvriers commencent à connaître ce journal diffusé à des milliers d'exemplaires sous la présentation habile l'hebdomadaire officiel des syndicats. En réalité il s'agit de l'organe des fractions communistes au sein de la C.G.T. Nous reviendrons sur ce sujet ; pour aujourd'hui nous nous bornons à épingler ce que ce journal pense de l'occupation des usines.

L'extrait que nous reproduisons a été publié dans la V. O. du 3-12-36, dans un article intitulé « De l'occupation et de la neutralisation des usines ». Il est signé par un certain Meau, qui se prétend délégué d'usine. Il serait curieux de savoir où il sévit, car les intérêts des ouvriers sont singulièrement défendus par des personnages de ce genre. Il affirme :

« En droit intégral, nous devons convenir que l'occupation des usines était illégale ; exactement le cas d'un envahisseur qui occupe le territoire voisin avant de faire légaliser par un traité de paix, un fait accompli par un précédent. »

Ainsi la « Vie Ouvrière », dirigée par des lumières du marxisme comme Monmousseau et Bouthonnier parle encore de droit intégral ; cela à un moment où n'importe quel gosse d'ouvriers sait qu'il y a un droit prolétarien et un droit bourgeois ; ce qui est un crime pour l'un, est honneur pour l'autre et vice-versa. Quant à l'occupation des usines, le droit ouvrier la considère comme juste parce qu'elle ne constitue à ses yeux que le premier pas vers la prise de possession des machines par les producteurs en raison de l'utilité de leur fonction sociale.

Mais que vont dire les ouvriers communistes de chez Renault, Citroën, Sautter-Hart, etc., qui ont occupé les usines avec nous et qui se voient assimilés à des envahisseurs ? à des mercenaires de Mussolini, ravagant les champs de l'Abyssinie ? La « Vie Ouvrière » rejoint sur ce point le « Jour » et l'« Echo de Paris ».

L. Fabre.

Le libertaire syndicaliste

« LA PROPRIÉTÉ C'EST LE VOL ! »

Ainsi la définissait P.-J. Proudhon, entendant par là qu'elle permettait à son détenteur, sur le plan industriel et commercial, les pires abus au détriment de la collectivité des travailleurs et des consommateurs.

En effet, le progrès aidant, la propriété « fruit du travail », la production artisanale ont à peu près complètement disparu pour faire place à la concentration industrielle sous le régime des sociétés anonymes dont les administrateurs et les actionnaires sont complètement étrangers à la production et à la répartition des produits dont ils tirent d'appréciables profits, limités seulement par la concurrence.

La transformation des moyens de production a abouti à la constitution de vastes entreprises, reliées entre elles sous la forme de trusts, cartels, etc., réalisant ainsi des monopoles de fait qui prétendent dicter leur loi au reste du monde.

C'est cette dictature trop longtemps subie qui est responsable de la misère sociale, accrue ces dernières années par la crise et le chômage.

Aussi les magnats de l'industrie et de la haute mercantile sont-ils mal venus de l'élever contre la réaction saluante qui a dressé leurs exploiteurs, décidés à mettre fin à leurs agissements criminels.

Pour défendre les privilèges sordides que leur confère une légalité barbare et périmée ils font donner à fond journalistes et politiciens à leur dévotion contre l'occupation des usines que les travailleurs clairvoyants continuent à mettre en pratique.

Chaque jour la presse et le Parlement retiennent de leurs imprécations contre la « violation de domicile » qui constitue à leurs yeux cette nouvelle méthode de lutte.

La tactique de la grève-occupation a complètement bouleversé la stratégie patronale pour faire échec aux mouvements revendicatifs. Plus de lock-out ; plus d'embauchage de jaunes pour saboter les grèves ; corruption neutralisée au maximum.

Comme l'on comprend cette levée de bou-

cliers. Le despotisme patronal s'est senti fortement ébranlé par ce coup de boutoir qui l'a fait chanceler sur sa base et dont les répercussions s'avèrent terriblement dangereuses.

Pour justifier leur attitude les ouvriers ne se permettent-ils pas de se prétendre un peu chez eux dans cette usine où ils sont condamnés à passer le meilleur de leur temps et où ils se considèrent les principaux artisans de la production et par conséquent du profit capitaliste ?

C'est là une atteinte insupportable au droit de propriété dont il convient au plus tôt de limiter les excès. Aussi le sénateur Pernot, le vétéran président de la Ligue pour l'accroissement de la population française, a-t-il été commis pour déposer un projet de loi qui doit « armer » le gouvernement contre les occupants d'usines.

Les détenteurs de la propriété capitaliste n'ont d'ailleurs pas été seuls à protester contre cette action directe des travailleurs en lutte. Le gouvernement de Front populaire et les syndicalistes de paix sociale, soucieux d'assurer la défense de l'intérêt général, ont multiplié les entrevues pour élaborer cette charte de conciliation et d'arbitrage obligatoires destinée à prévenir les conflits sociaux, traduisant à l'arrière-plan le droit de grève dont l'utilisation actuelle fait si peur aux uns et aux autres.

La voilà bien l'union sacrée contre l'action ouvrière. Il ne fait pas de doute, en effet, l'expérience est là pour le prouver, que la procédure d'arbitrage obligatoire si elle oblige le patronat à discuter les revendications ouvrières.

AUX CHOMEURS

Les camarades chômeurs militant dans les comités de chômeurs, sont invités à donner leur adresse au Libertaire.

res, est surtout destinée à empêcher les conflits de se développer sur leur véritable terrain, à les neutraliser par des promesses jamais tenues ; l'exemple de la métallurgie de Lille vient encore de le démontrer.

Et, sans doute, interviendront sous peu de nouvelles dispositions à l'égard des contrevenants à cette procédure. Ce ne sont certes pas les dirigeants actuels du syndicalisme ouvrier qui se dresseront contre cette mesure, eux qui, excusons-nous de le rappeler, ont célébré comme une « grande victoire du prolétariat luxembourgeois » la convention d'arbitrage dans laquelle on trouve à l'article 5 : La procédure de conciliation prévue au présent arrêté est obligatoire. Quiconque provoque un arrêt du travail sans avoir préalablement saisi le Conseil, ou refuse de se soumettre sans raisons valables aux tentatives de conciliation du Conseil, ou empêchera les représentants des parties de remplir leur mission dans la procédure de conciliation, sera puni d'une amende de 50 à 5.000 francs, sans préjudice des dommages-intérêts.

Naturellement on oublierait encore de solliciter l'avis de la base.

Face à ces manœuvres conjuguées pour leur enlever la direction de leurs luttes et perpétuer l'omnipotence du capital, les travailleurs organisés doivent sans retard exiger que des dispositions aussi graves soient discutées préalablement au sein des réunions d'entreprises et des assemblées syndicales.

Edifiés sur la caducité d'un contrat social qui tend de plus en plus à contenir leurs révoltes dans le cadre d'une législation érigée en loi, par une action de tous les instants, s'exerçant directement sur le terrain de classe de l'entreprise, par le contrôle ouvrier judicieux appliqué, préparé la déchéance de la classe parasitaire et saper du même coup le régime de la propriété privée d'où découlent tous leurs maux.

N. FAUCIER.

Pourquoi des groupes anarchistes dans les usines

Le parti communiste a organisé ses cellules dans les usines depuis des années ; il faut reconnaître que grâce à cette méthode il a pu développer fortement sa propagande et acquérir une grande influence sur les masses ouvrières. Certes, ces cellules ont souvent troublé la bonne harmonie syndicale. Mais peu importait au parti communiste qui espérait en fin de compte mettre la main sur les leviers de commande des syndicats.

Après la grève démonstrative d'une heure, dirigée contre le blocus pesant sur l'Espagne, grève qui lutta contre la politique gouvernementale, les militants socialistes se trouvant mécontents ; c'est à ce moment seulement qu'ils se rendirent compte de la prépondérance menaçante des bolcheviks dans les usines ; c'est alors que fut décidée la création des « Amicales Socialistes » destinées à combattre les cellules communistes.

Que devons-nous penser, nous anarchistes, nous syndicalistes révolutionnaires de ces organismes ? Présentement la lutte qui existe entre eux est surtout superficielle. Déjà, dans bon nombre d'usines, il se forme des comités de coordination de Front populaire, ne rassemblant évidemment que les « purs », mais rejetant avec force, oppositionalistes et anarchistes. Demain le danger sera plus grand encore, car cellules et amicales fusionneront complètement à l'organisation syndicale, il faut être extrêmement vigilant envers ce travail fractionnel. Les anarchistes n'ont pas à prendre fait et cause pour l'une ou l'autre de ces organisations politiques ; mais ils doivent à l'intérieur des usines se prémunir contre le virus politicien.

Un bon moyen pour y arriver est de constituer des groupes anarchistes à l'intérieur des entreprises ; fidèles à nos doctrines, loin de désagréger les syndicats, nous devons en renforcer l'action directe. Les groupes anarchistes d'usines auront des buts strictement limités : faire connaître d'abord aux ouvriers le point de vue libertaire sur tous les problèmes sociaux de l'actualité ; s'aider dans cette besogne en discutant la « Libertaire » ; informer les camarades sur la vie de son usine ; entreprendre à travers des causeries et conférences, l'éducation sociale des travailleurs. Trop longtemps les anarchistes ont été méconnus des masses prolétaires, ils ont dû faire face à l'opinion à défendre sur le Front populaire et les événements d'Espagne, sur les accords Malinon si peu appliqués, le problème des travailleurs coloniaux, des ouvriers « étrangers », celui du travail féminin dans les usines. Il faut aussi montrer notre internationalisme, intensifier la propagande anti-guerrière opposée à la politique d'Union sacrée des autres, faire exposer publiquement l'esprit critique des camarades délégués, mesure préventive empêchant la mainmise sur l'organisation syndicale.

Les groupes anarchistes d'usines doivent aussi être les animateurs des Milices révolutionnaires, organisations de combat et d'action contre les adhérents des syndicats professionnels et autres agents du patronat et du fascisme. Comme je l'ai déjà dit dans un article précédent, cette tâche devrait être réalisée par les syndicats ; mais, devant le peu d'activité de ceux-ci dans ce domaine, force est aux groupements anarchistes ou aux milices révolutionnaires de se défendre sur ne pas connaître le sort de leurs frères d'Allemagne.

Tels sont la tâche et les buts des Groupes Anarchistes d'usines. Déjà dans la région parisienne plusieurs d'entre eux sont formés et ont fourni un bon travail. Notre « Libertaire » est présentement vendu dans les grandes entreprises ; des conférences sur des sujets d'actualité ont remporté un sérieux succès. Camarades de l'Union Anarchiste, il faut continuer ; nous sommes dans la bonne voie. Les ouvriers comprennent de plus en plus qu'ils sont dupés par les partis politiques et viennent nombreux renforcer notre organisation. Ce ne sont pas les mensonges, les calomnies déversées sur notre journal et notre mouvement qui feront reculer la diffusion de nos idées et la portée de notre action. Au contraire, ces attaques perfides ont pour nous l'effet d'encourager à persévérer. Encore une fois : nous sommes dans la bonne voie.

F. GUYARD.

DANS LES BOITES

A LA COMPAGNIE D'APPLICATION MECANIQUE (S.K.F.) D'IVRY

Dans le Libertaire du 4-12-36, nous montrions les méfaits de la propagande patriotique organisée par la cellule communiste dans notre usine.

Cet article a eu le don de mettre en rage certains individus (nous ne saurons les qualifier de camarades, étant donné les procédés dont ils usent ; ils ont cru devoir de faire paraître à cette occasion un tract anonyme tentant de discréditer notre journal. Pas un mot pour expliquer l'attitude « Défense Nationale » du politicien introduit en contrebande dans une réunion syndicale. Pas un mot pour contester les propos de celui-ci.

Par contre, quelques inepties de ce genre : « Le Lib » aurait été pendant la guerre un journal vendu à Clemenceau ; les anarchistes travailleraient pour le deuxième bureau ». Il suffit de se rappeler qu'il était Collin, quels furent ses actes ; les années de prison collectionnées par les anarchistes pour leur propagande anti-guerrière, pour démolir cette calomnie stupide.

Mais ces messieurs prétendent ne plus admettre la vente du « Lib » dans les milieux de l'usine ; ceci est une autre paire de manches. La liberté ouvrière a un rôle de ressource ; maints dirigeants capitalistes ou communistes ont déjà dû constater à leurs dépens qu'il est impossible et dangereux de tenter de la réduire. En tout cas, la diffusion du Libertaire à la S.K.F. restera assurée comme par le passé ; la « Guépéoul » et le fascisme ne passeront pas. Un groupe de métallurgistes de la S.K.F.

CHEZ LES METALLURGISTES

Assemblée des délégués d'usines de la région parisienne

2.000 délégués d'usines sont venus entendre les exposés de Costes, Dourcy, Timbault. Il va de soi que la partie de ces interventions enregistrant et commentant la conquête des 40 heures ne pouvait qu'entraîner l'adhésion des masses prolétaires. A noter toutefois la première tentative de dérogation importante, c'est le refus d'accorder les 40 heures aux ouvriers métallurgistes travaillant dans les garages.

En général les syndicats eux-mêmes ne sont pour ainsi dire pas intervenus dans les débats ; à peine quelques questions timides et portant sur des questions de détails furent-elles posées. Mais malgré cette timidité une forme de protestation passive se manifesta lorsque Timbault parla de tendre la main aux membres des syndicats professionnels. D'habitude très applaudis, cet orateur vit accueillir ses conclusions par un silence glacial. Non, décidément, les métallurgistes parisiens restent plus disposés à boycotter, traquer, isoler les jaunes qu'à fraterniser avec ceux qui apportent les germes du fascisme dans les usines.

Les rapports sur le développement et l'extension à donner à la Maison du Métallo, doivent attirer l'attention des ouvriers sur une grave maladie qui menace le syndicalisme français. Certes la culture et l'éducation prolétarienne ont une importance énorme pour le mouvement syndical. Mais au cours des derniers mois les dirigeants syndicaux sous prétexte d'éducation, en réalité pour détourner les prolétaires des grèves et des occupations, s'efforcent de faire des syndicats des sociétés de sport, de chant, d'agrément, de mutualité.

Pourtant l'exemple de l'Allemagne est clair sur ce point. Les maisons des œuvres ouvrières, dans le genre de celles que veulent édifier les métallurgistes, après des dizaines d'années d'efforts matériels et moraux, furent transformées en un tournemain en maisons brunes des nazis, le prolétariat allemand avait beaucoup de chorales et d'orchestres de mandolines, quelques excellents sections de gymnastiques, beaucoup de brigades jouant au soldat, mais pas de milices ouvrières au vrai sens du mot. Leçon à retenir.

Au cours de l'assemblée, un appel fut lancé aux souscriptions pour les grèves du Nord. Ce n'est pas un mois après que la lutte est commencée, quand les ouvriers ont déjà évacué les usines qu'il faut commencer à l'appeler. Mais sans doute les soutiens au début du conflit, c'était les encourager à lutter et à ce moment là les députés communistes, dirigeants des métaux et autres industries sont plus au sort du gouvernement Blum qu'au succès des grèves.

D'ailleurs l'emprise politicienne sur cette assemblée s'affirmait jusque dans l'aménagement des locaux, destinée à créer l'atmosphère favorable, créant la confusion dans les esprits des jeunes syndiqués. Que venait faire dans cette assemblée syndicale la librairie du parti communiste ? Que venait faire là les portraits de Marcel Cachin, sénateur connu pour avoir

soutenu Mussolini prônant l'intervention de l'Italie en 1914-15, appuyé Kérénski voulant continuer la guerre malgré le prolétariat russe ; mais quel est le passé syndical de Cachin pour monter et multiplier sa physionomie dans des assises syndicales.

Mais le comble comme résultat de compromis entre la frousse de déplaire au gouvernement Blum et la nécessité de donner satisfaction à la volonté de lutte ouvrière est la décision de soutenir la revendication du rajustement des salaires de 15 % par une grève de cinq minutes et cela sans arrêter les moteurs. Vraiment les dirigeants des métaux ont battu la note du ridicule.

Un auditeur.

LE CONGRES DE L'U.D. DE LA SOMME

Le Congrès s'est tenu dimanche. De 8.000, l'effectif est passé à 45.000 membres. De l'ouverture on sentait une atmosphère de bataille. Après quelques mots de commentaires sur le rapport moral, Lenglet ex-unionnaire, secrétaire de l'U. D. demande que l'on vote immédiatement et que l'on passe à l'élection de la C. A. Les protestations d'une partie du Congrès imposent une discussion limitée. Puis on procède à l'élection sur 26 sièges à pourvoir, 22 sont acquis aux ex-unitaires, 4 à des confédérés. Tous les militants syndicalistes sont battus : Dégardin, Bastien, Richou, Messier, Barbet. Une institutrice proteste que la seule femme soit éliminée. Fonctionnaires, postiers et agriculteurs n'ont aucun représentant. Le congrès se termine dans le brouhaha après une déclaration de Barbet qui montra les lourdes responsabilités de ceux qui ont créé une « véritable scission morale ».

Les politiciens triomphent ! Rassemblement pour sauver le syndicalisme en danger.

R. BARBET.

UNION DES SYNDICATS DU TEXTILE ET PARTIES SIMILAIRES DE LA REGION PARISIENNE

(Syndicat de la Blanchisserie de Fin) Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e)

Depuis plus de trois mois, la discussion du contrat collectif de la Blanchisserie de Fin se poursuit.

Malgré les efforts et les concessions répétées de la délégation ouvrière, aucun accord n'a pu intervenir ; les patrons revenant eux-mêmes sur leurs propres propositions.

Tenant de diviser les ouvriers, ils espèrent les laisser et arriver à leur reprendre les avantages qu'ils ont été obligés de leur céder en juin.

Les lois sociales ne sont pas appliquées ; Les patrons reprennent leur arrogance du passé et refusent de donner aux ouvriers un salaire équitable.

Ouvriers et Ouvrières de la Blanchisserie de Fin l'intransigence patronale est une provocation ! ! ! ! !

Les patrons cherchent à pousser les ouvriers à la grève, c'est à seule fin de pouvoir augmenter à nouveau leur clientèle.

Seule l'Union de tous les travailleurs de la Blanchisserie de Fin permettra la signature d'un contrat collectif apportant des avantages véritables à tous les travailleurs de notre corporation.

Pour s'unir ! ! ! ! !

Pour agir ! ! ! ! !

Tous et toutes à la grande assemblée générale corporative qui aura lieu dimanche 13 décembre, à 15 heures, salle Ferrer, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e), métro République.

Le Secrétariat.

CHEZ LES BOUCHERS ETALIERS

Seules la vigilance et la combativité ouvrière imposeront au patronat l'application des conventions collectives.

Les gens de la rue du Roule font la grande manœuvre pour signer la convention collective de juin. L'hypocrite Serre, dans le journal patronal, prétend qu'il faut revenir aux 34 heures hebdomadaires, simplement parce que les organisations qui ont signé le contrat n'en ont pas limité la durée. En effet, cela n'a pas été inséré dans l'accord, et si ce fait peut avoir une valeur juridique, il n'en est pas moins vrai qu'il faut être de mauvaise foi pour tirer profit d'aussi piètres arguments, étant donné que les délégations ouvrière et patronale (dont vous êtes Monsieur Serre, plus particulièrement le porte-parole en ont contractés les accords sur 48 heures. Il ne peut y avoir que des fourbes de votre espèce pour renier de tels engagements.

Tout cela, camarades, démontre qu'il faut que nous soyons vigilants, et que tous les contrats collectifs, si beaux seraient-ils, n'auront de valeur, que si nous voulons nous organiser ; dans les quartiers, contrôler les horaires de travail de chaque boucherie ; au bureau de placement ; il faut que nous obtenions un contrôle plus efficace sur l'embauchage, pas un ouvrier, second ou commis ne doit partir en dessous du tarif syndical. Exigeons que les places ne se donnent que par ancienneté à toutes les catégories, et les jeunes ne doivent pas faire exception à la règle. C'est un droit acquis, il faut qu'il soit appliqué à tous.

Quant à l'arbitraire formule qui donne libre choix au placeur sous prétexte de capacités professionnelles, références ou autres, on en prend un peu trop à son aise depuis quelque temps, et il faut que nous obtenions sa suppression, car elle donne libre cours à tous les abus. Ainsi, lorsque nous aurons obtenu sa suppression plus aucune préférence ne sera possible dans le placement.

Pour la stricte application de la semaine de

préavis, en cas de renvoi. Pour liquider la presque totalité du chômage dans notre corporation ; application immédiate des 40 heures,